

OPINION

Éducation : la fin de l'autorité ?

Par Stanislas Kowalski, le 20 avril 2015 dans École & éducation

L'école française n'est plus le temple du savoir mais une officine du mensonge.

Par Stanislas Kowalski.



*Bonnet d'âne – Photo : Sylvain Masson – Modèle : Clem – [via Flickr](#)
(CC BY-NC-ND 2.0)*

L'autorité est devenue un jeu de mistigri, l'enfant une patate chaude. L'éducation est de plus en plus surveillée, à tous les niveaux. Les parents surveillent les professeurs. Les professeurs surveillent les parents. L'institution scolaire surveille les professeurs. Les électeurs se méfient, à juste titre, des ministres qui se succèdent rue de Grenelle. La justice est susceptible de s'en mêler.

On a donc deux effets contradictoires. Une exigence accrue et une Crainte d'être désavoué. Ça vaut pour tous les acteurs. On en demande toujours plus aux éducateurs, mais on leur dénie de plus en plus souvent les moyens concrets d'agir sur les enfants. Toutes les sanctions et même la plupart des incitations qu'on utilisait traditionnellement pour contraindre les enfants sont ou risquent d'être jugées voire condamnées par la société. Il faudrait éduquer à tout et n'importe quoi, façonner les esprits, mais sans utiliser ni fessée, ni sanction humiliante (ce qui laisse dubitatif), ni notes, ni redoublement, ni privation, ni rien de rien, juste un mystérieux talent pédagogique et beaucoup d'amour et de dévouement.

Alors chacun a tendance à refiler le problème à l'autre. Le professeur, qui ne peut guère infliger de sanction sérieuse de sa propre initiative, multiplie les mots dans le carnet de correspondance, avec l'espoir un peu dérisoire que les parents vont prendre les choses en main. Comment ces derniers le pourraient-ils ? Comment pourraient-ils évaluer la gravité des actes du marmot, avec les deux pauvres lignes laissées par le professeur ? Comment pourraient-ils décider d'une sanction, qui n'est même pas vraiment demandée ? Si les faits sont plus graves, on fait un rapport au service de la vie scolaire, en lui laissant le soin de prendre une décision qui souvent ne viendra pas. Les chefs d'établissement, de leur côté, renvoient les professeurs à leurs responsabilités, tout en s'autorisant à commuer arbitrairement les peines, pour peu qu'un parent manifeste son mécontentement. Les parents débordés espèrent vainement que l'école prendra en main l'éducation qu'ils ne parviennent pas à donner à la maison.

Autrefois, chacun des intervenants était vraiment le maître dans son espace propre, le professeur dans sa salle, le surveillant général dans la cour, les parents chez eux. Et personne n'avait rien à y redire. Maintenant on se préoccupe de ce qui se passe partout, et chacun espère que le problème sera résolu ailleurs.

Mais il faut bien comprendre que ce n'est pas faute de dévouement. Ce n'est pas vraiment par démission. Je trouve qu'il y a plus de scrupules mal placés que de lâchetés, et plus de lâchetés que de négligence. Le professeur bordérisé qui retourne dans sa classe n'est pas lâche. Le père qui se rend aux convocations des professeurs n'est pas lâche. La plupart des parents de cancre sont absolument désolés de ce que font leurs enfants à l'école et ils donnent beaucoup à leurs enfants, parfois plus que de raison... jusqu'au moment où le sentiment d'impuissance les conduit à renoncer totalement.

Parmi ces scrupules, il y a l'obéissance des professeurs envers leur hiérarchie. Difficile d'être à la fois loyal envers l'institution et efficace dans le maintien de l'ordre. Mais comment être obéi, si on donne soi-même l'exemple de l'insubordination ? La posture révolutionnaire ne peut pas être celle du professeur. Par essence, sa mission est conservatrice. S'il veut être cru de ses élèves, il doit s'appuyer peu ou prou sur un consensus social. Il lui est matériellement impossible de démontrer tout ce qu'il doit enseigner, dans une classe de trente élèves peu enclins à l'écoute, quand bien même il en serait intellectuellement capable.

Il y a les scrupules des parents, qui n'osent pas imiter leurs propres parents, parce que les temps ont changé et qu'on n'impose plus les choses comme autrefois, parce que tant de psychologues ont fait des études savantes et des articles de vulgarisation pour démontrer que la fessée provoque des traumatismes irréversibles. Il y a les scrupules du divorcé, qui a peur de s'entendre dire que c'est mieux chez maman (ou chez papa). Elle est sans doute exagérée, cette peur de perdre l'amour de ses enfants, mais quand on a déjà perdu sa femme... En tout cas, elle est affreuse. Quand la confiance est perdue, aucun manuel de psychologie ne suffira à la rétablir. Mais pour augmenter le doute, c'est rudement efficace.

En tant que professeur, j'ai souvent le sentiment de devoir faire avancer un âne avec une carotte

sans saveur et un bâton sans poids. Ne nous voilons pas la face, la plupart des mesures que nous prenons pour tenter de faire cours relèvent d'un bluff grossier. Toutes les incitations sont mauvaises. Certes, nous continuons d'affirmer aux élèves qu'ils préparent leur avenir, et qu'il faut travailler pour réussir. Mais toutes les décisions concrètes que nous prenons leur disent exactement le contraire.

Non, il n'est pas nécessaire de faire des efforts pour passer dans la classe supérieure. Ce n'est pas moi qui le dis, mais la loi. Les notes ne fonctionnent plus, non pas, comme le pensent certains, parce qu'elles constitueraient une brimade, mais tout au contraire parce qu'elles ne servent plus à décider de quoi que ce soit. Elles ne sont plus un encouragement à l'effort, mais juste des petits signes dérisoires faisant vaguement plaisir aux parents et aux professeurs, mais ne les chagrinant pas plus que cela, finalement, quand elles sont mauvaises, parce que c'est vrai, on finit par se résigner à la médiocrité, parce qu'on ne va pas passer son temps à rappeler qu'un 3/20 est une indignité. Le plus gros défaut des Livret Personnels de Compétences, ce n'est pas d'être des usines à gaz, ce ne sont pas les items abscons, ce ne sont pas les éternelles querelles exégétiques en salle des professeurs pour savoir comment les interpréter. Peu importe qu'on mette des « acquis », « non acquis », des gommettes rouges, vertes ou arc-en-ciel. Non, leur plus gros défaut, c'est qu'ils ne servent strictement à rien.

Non, le diplôme n'assure pas un bon emploi. De toute façon, on prétend le donner à tout le monde et on voit comme une catastrophe le fait que des élèves quittent l'école « sans qualification », en fait sans avoir obtenu ce petit bout de papier. D'ailleurs est-il seulement nécessaire de travailler pour gagner sa croûte, puisqu'on peut toujours essayer de faire payer les autres ? La mise en place du RMI, dans les années 80, n'a pas produit immédiatement tous ses effets pervers. À l'époque, nous étions encore dans une culture du travail. Nous savions que la richesse n'est produite que par le travail. Les partis de gauche se voulaient encore les partis des travailleurs. Depuis, les débats se sont recentrés sur les chômeurs. On a traité le symptôme et pas la cause. De conjoncturel, le chômage est devenu structurel. Et l'on s'est habitué à une situation intolérable. Nous avons maintenant une génération qui a toujours vécu avec cet horizon, au point de ne même plus considérer le chômage comme un malheur, mais comme une perspective d'avenir. On voit des gamins de treize ans envisager sans sourciller de se mettre au RSA, quitte à faire des petits trafics pour compléter. Ils n'ont même pas la pudeur de garder cela pour eux. Dans certaines classes, c'est le travail qui est mal vu, l'intello fait l'objet de brimades et doit donner des gages en faisant l'imbécile. Le besogneux, je l'aime bien, le pauvre besogneux passe pour un naïf, parce que ses efforts sont disproportionnés par rapport au bénéfice escompté. Car le paresseux, dans son genre, est rationnel. Il ajuste son effort.

Bien sûr, il y a du vrai dans l'avertissement professoral. Bien sûr, le travail reste nécessaire et le système ne tiendra pas indéfiniment. Bien sûr, les pauvres petits gamins gâtés seront un jour rattrapés par la réalité. Mais « un jour », c'est toujours trop tard. Un enfant ordinaire a un horizon de quelques semaines, quelques mois au plus. C'est déjà bien si, en septembre, il se projette aux prochaines grandes vacances. Comment peut-on demander sérieusement à un adolescent de 13 ans d'imaginer ce qu'il sera dans 15 ans ? Il a besoin que les adultes, s'appuyant sur leur expérience, lui offrent des étapes intermédiaires. Il nous faut des sanctions, des notes et des punitions, pour donner à l'enfant un aperçu de la réalité qu'il aura à affronter plus tard. Il faut que les conseils de classe redeviennent des lieux de décision. Mais ce ne sont plus que des rituels, où le professeur, de moins en moins croyant, tente de se ressourcer. Quand encore ils ne sont pas devenus des arènes de cynisme, où l'on calcule comment on peut se débarrasser du perturbateur tout en respectant la loi, sans trop se préoccuper de son niveau de toute façon calamiteux.

L'école française n'est pas le temple du savoir que d'aucuns ont pu rêver. C'est devenu une officine du mensonge.

On se demande souvent comment on a pu en arriver à un tel marasme, malgré tant de réformes et de contre-réformes. Au fond, il y a bien une réponse qui se dégage de tout ce que je viens de dire. Elle ne plaira pas forcément à tout le monde. Le mépris du principe de subsidiarité est la faute politique majeure. L'égalitarisme est la faute intellectuelle.

☺